



PRÉFET DE LA SAVOIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture
de La Savoie

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Saint Alban Laysse, le 19/11/2024

Groupement Prévention

Dossier suivi par : Ltn J. CHOCHOY

CSA ALBERTVILLE PLENIERE

RAPPORT DE VISITE N°32 en date du 20/02/2025

REFERENCES

Visite : Visite périodique du 13/12/2024
N° d'urbanisme : /
Date de visite antérieure : 18/06/2019
N° de l'établissement : 150E0123

DESIGNATION

Commune : PLAGNE-TARENTEISE (LA)
Activité / Raison sociale : PARKING AMONT BELLE PLAGNE
Adresse : ROUTE DE BELLE PLAGNE
Propriétaire : COPRO PARKING AMONT
Exploitant : INDIGO
N° de téléphone : 0479551182

CLASSEMENT

Calcul de l'effectif PUBLIC : 706
PERSONNEL : 1 TYPES : PS
CATEGORIE : PS+

Personnes présentes, membres du groupe de visite	Autres personnes présentes
- M. MICHE, adjoint au Maire - Ltn J. CHOCHOY, préventionniste	- M. VANSPEYBROECK, principal de copropriété - M. CHAILAW, coordinateur USBP

I. HISTORIQUE DU DOSSIER :

- Le parking haut situé sur le secteur Belle Plagne (8876 lits touristiques) a été construit dans les années 1989-1991.
- La station Belle Plagne est aménagée à partir de 1975 suivant le concept architectural de station sans rues ni voiries apparentes desservant les différents immeubles. Les immeubles desservis qu'ils soient d'habitation ou recevant du public ne sont en conséquence pas accessibles aux engins de secours.
- Ce parking assure en liaison souterraine, d'une part la desserte et l'accessibilité des immeubles situés au-dessus de lui et d'autre part le stationnement des véhicules des résidents.
- La construction du parking a été réalisée par tranches et a fait l'objet de deux demandes de dérogation concernant les dispositions constructives de protection contre l'incendie :
 - Demande de dérogation à l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1986 (accessibilité aux immeubles) accompagnée de mesures compensatoires soumises au Préfet le 7 mars 1989.
 - Demande de dérogation concernant l'absence de compartimentage prévu à l'article 7 de la circulaire ministérielle du 3 mars 1975 relative aux parcs de stationnement couverts.
- En 1994 la société les Montagnettes déclare l'aménagement en copropriété d'un parking de 31 places (677 m²) dont l'accès et la gestion seront une extension du parking. La gestion des équipements du parking est réalisée par un syndic La SOGIRE filiale de Pierre et Vacances.
- Classement du parking en type PS après avis de la sous-commission ERP IGH en date du 27/05/2008, sous avis favorable.
- Suite à la visite du 25 juillet 2011, la commission de sécurité de l'arrondissement d'Albertville émet le 22 septembre 2011 un avis favorable à la poursuite de l'exploitation en saison hivernale et avis défavorable du parking en inter saison en raison de l'absence de surveillance et de moyen d'alarme.
- Suite à la visite du 3 décembre 2013, la commission de sécurité de l'arrondissement d'Albertville émet le 19 décembre, un avis favorable à la poursuite du fonctionnement du parking amont.
 - 8 août 2017, avis favorable de la sous-commission départementale de sécurité aux travaux de mise en accessibilité (AT 150 17 M 0014) et de mise en sécurité dont la reprise de l'éclairage d'évacuation en vue de réaliser des nappes haute et basse, la reprise de la signalétique d'évacuation, la pose de blocs porte coupe-feu de degré 1 heure assurant l'isolement des locaux « ordures ménagères », la pose d'un panneau interdisant, en français et anglais, l'entrée aux véhicules en cas de déclenchement d'alarme.
- Suite à la visite du 18 juin 2019, la commission de sécurité de l'arrondissement d'Albertville émet le 17 octobre 2019, un avis favorable à la poursuite du fonctionnement du parking amont (périodicité de 5 ans).
- En date du 05 septembre 2023, la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH a émis favorable à la demande de dérogation de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1989 visant à supprimer l'attribution de locaux permettant de remiser le matériel et d'assurer la gestion du centre de secours à proximité de l'entrée du parking.

II. DESCRIPTION SOMMAIRE :

Cet établissement est aménagé de la manière suivante :

Le parc de stationnement, épousant la pente naturelle du terrain, couvert dans sa totalité, se compose de deux sections de voies principales superposées, successivement montante et descendante, reliées à leur extrémité et assurant une circulation en sens unique des véhicules avec demi-tour en partie haute.

Les rampes d'accès et de sorties sont dissociées et débouchent au même endroit en partie basse.

Le linéaire cumulé du parc de stationnement est de 1080 mètres.

Depuis le niveau – 2, une rampe spécifique dessert un niveau – 3 partiel formant cul de sac également à usage de stationnement.

La hauteur de gabarit des véhicules admis est de 2,60 mètres au niveau – 1, puis limitée à 1,90 mètre aux niveaux – 2 et – 3.

La capacité totale du parc est de 706 places, réparties comme suit :

- Niveau - 1 : 322 places
- Niveau - 2 : 348 places
- Niveau - 3 : 36 places

Le parc de stationnement est isolé par construction des tiers contigus et surplombant l'établissement.

Les sas assurant l'intercommunication avec ces tiers répondent aux dispositions de l'article PS 8 §2 du règlement de sécurité contre l'incendie.

Pour mémoire le parc de stationnement est équipé :

- Un éclairage de sécurité à vocation d'évacuation assuré par blocs autonomes ;
- Des extincteurs à eau pulvérisée ;
- Une colonne sèche ;
- Un système de détection automatique d'incendie couvrant les sas d'intercommunication avec les tiers ;
- Un dispositif de surveillance assuré depuis un poste de sécurité sur site en saison hivernale ;
- Une installation de désenfumage naturel, par ouvrants permanents en façade, aux niveaux -1 et -2 ;
- Une installation de désenfumage mécanique au niveau -3.

III. OBSERVATIONS :

- Demande de dérogation accordée en date du 05/09/2023 :

L'arrêté préfectoral du 10 octobre 1989, prescrivait la mise à disposition de moyens matériels et humains pour assurer un niveau de sécurité acceptable sur ce site si particulier.

Le Maire, en tant que pétitionnaire, sollicite une dérogation visant à supprimer l'attribution de locaux permettant de remiser le matériel et d'assurer la gestion du centre de secours à proximité de l'entrée du parking couvert.

Cette demande est justifiée par les modifications apportées au parc de stationnement depuis cette date, par la sécurisation de la route reliant Belle Plagne à Plagne Centre (construction d'un paravalanche).

Parmi les installations techniques, il convient de souligner la surveillance par vidéo-protection, le poste de sécurité veillé 24 h /24, la gestion centralisée des équipements de détection automatique d'incendie.

Les équipements initialement prévus comme les robinets d'incendie armés et les colonnes sèches sont également maintenus.

- Préalablement à la visite, il a été mentionné les éléments suivants :

La surveillance du parking n'est effectuée que durant la saison d'hiver (début décembre à fin avril). En dehors de cette période, il n'existe, pour le moment, aucun dispositif de surveillance du parc de stationnement.

Un diagnostic de la structure du parc de stationnement a été réalisé par ETBA en date du 28 octobre 2024. La conclusion de ce diagnostic remet en cause la solidité à froid de la dalle béton au droit de la zone de circulation centrale au niveau R-1. Le bureau d'études techniques du bâtiment ETBA préconise d'engager des travaux au plus vite afin de garantir la solidité et la pérennité de la dalle.

IV. CLASSEMENT ET TEXTES APPLICABLES :

- a) Détermination des effectifs :

L'effectif théorique des personnes susceptibles d'être admises simultanément est déterminé de la façon suivante (article PS 2 de l'arrêté du 9 mai 2006 modifié) :

Niveaux	Activités (surface en m²)	Base de calcul	Véhicules
Parking	Type PS	Nombre de places de stationnement	706
		TOTAL	706

b) Classement :

Cet établissement isolé est classé en type PS en application des articles R. 143-18 et R. 143-19 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article GN1 du règlement de sécurité contre l'incendie.

c) Règlementation applicable :

Articles R. 143-1 à R. 143-47, R. 184-4 et R. 184-5 du Code de la Construction et de l'Habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public (ERP).

Arrêté du 9 mai 2006 modifié portant approbation des dispositions spéciales du type PS (Parcs de stationnement).

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public.

Circulaires relatives aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des établissements recevant du public.

Textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction.

V. REGISTRE DE SECURITE - CONTROLES ET VERIFICATIONS TECHNIQUES

Le registre de sécurité a été présenté à la commission.

INSTALLATIONS TECHNIQUES ET MOYENS DE SECOURS	DATE	SOCIETE	REMARQUES
Installations électriques	14/12/2023	QUALICONSULT	
Eclairage de sécurité	14/12/2023	QUALICONSULT	
Installations de désenfumage			
Moyens de secours contre l'incendie	12/12/2023	SCUTUM INCENDIE	Extincteurs
Système de Sécurité Incendie (SSI)	04/12/2024	CHUBB	Annuelle

Autres documents :

- Contrat de maintenance du SSI édité par CHUBB en date du 30/09/2013.
- Diagnostic structure du parc de stationnement édité par ETBA en date du 28/10/2024.

Essais des installations techniques réalisés lors de la visite :

- Manœuvre des issues de secours.

Résultats des essais :

- Satisfaisants.

VI. PRESCRIPTIONS ANTERIEURES :

Les éventuelles prescriptions antérieures sont intégrées au présent rapport.

VII. PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

- Tenir à jour le registre de sécurité. (Article R. 143-44 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- Faire vérifier périodiquement les installations techniques par un organisme agréé ou un technicien compétent. Lever les observations contenues dans ces rapports. (Article R. 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- Maintenir en parfait état de fonctionnement tous les appareils de secours contre l'incendie ainsi que les appareils d'éclairage de sécurité. (Article R. 143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- Laisser libre de tout encombrement les dégagements, sorties, escaliers, allées principales, allées secondaires. Limiter à 19 personnes les effectifs des salles ne comportant qu'une issue d'une unité de passage. (Articles CO 37 et CO 38 du règlement de sécurité contre l'incendie).
- Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (Article MS 48 du règlement de sécurité contre l'incendie).
- Permettre en permanence l'ouverture facile et rapide de toutes les sorties de secours lors de la présence du public. (Article CO 45 du règlement de sécurité contre l'incendie).
- Afficher d'une façon apparente, près de l'entrée principale, un " avis " relatif au contrôle de la sécurité. Cet avis, est dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, puis visé par l'autorité ayant délivré cette autorisation. (CERFA n° 20-3230) (Article GE 5 du règlement de sécurité contre l'incendie).

VIII. PRESCRIPTIONS EMISES LORS DE LA VISITE :

	PRESCRIPTIONS
1.	Assurer la maintenance et le contrôle annuel de l'ensemble des moyens de secours en place, notamment les colonnes sèches et les robinets d'incendie armés (RIA). Veiller en particulier au parfait fonctionnement des RIA positionnés dans les résidences, quel que soit leur statut (articles MS 72 et 73). Renouvelée
2.	En période d'ouverture du parking (été et hiver) assurer une surveillance permanente 24h/24 par du personnel qualifié (article PS 25) à partir d'un poste de sécurité, par au moins une personne formée et en mesure de réaliser les missions définies à l'article MS 46, § 1. La surveillance de ce parc de stationnement par le personnel permet : <ul style="list-style-type: none">- d'assurer la veille permanente au poste de sécurité centralisé ;- de réaliser les missions définies à l'article MS 46, Nota : La surveillance d'un parc de stationnement peut être réalisée de manière commune avec celle d'autres activités, après avis de la commission de sécurité. Renouvelée.
3.	Assurer la continuité des communications radioélectriques des services publics qui concourent aux missions de sécurité civile dans l'ensemble de l'établissement (articles MS 71 et PS 29 § 4) Renouvelée.

4.	<p>Former des agents de sécurité incendie sur la conduite à tenir en cas de sinistre. Ce personnel doit être placé sous l'entière responsabilité de la direction de l'établissement (article MS 48).</p> <p>Ce service assure la sécurité générale dans l'établissement et a notamment pour mission :</p> <p>a) De connaître et de faire appliquer les consignes en cas d'incendie, notamment pour ce qui concerne les dispositions mises en œuvre pour l'évacuation des personnes en situation de handicap ;</p> <p>b) De prendre éventuellement, sous l'autorité de l'exploitant, les premières mesures de sécurité ;</p> <p>c) D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;</p> <p>d) De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis de se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;</p> <p>e) De veiller au bon fonctionnement du matériel et des équipements de protection contre l'incendie, d'en effectuer ou de faire effectuer les essais et l'entretien (moyens de secours du présent chapitre, dispositif de fermeture des portes, de désenfumage, d'éclairage de sécurité, groupes moteurs thermiques-générateurs, etc.) ;</p> <p>f) D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie et de panique, y compris dans les locaux non occupés. (Art. MS 46). Renouvelée.</p>
5.	<p>Faire procéder par un organisme agréé aux vérifications quinquennales des installations suivantes : installations électriques, installations de désenfumage mécanique, dispositifs de signalisation, moyens de lutte contre l'incendie et dispositifs d'obturation coupe-feu. Communiquer à la commission les rapports des organismes agréés établis à ces occasions. (Art. R 143-34 du code de la construction et de l'habitation; Art. PS 32 et PS 33)</p>
6.	<p>Faire procéder, par des professionnels qualifiés, aux opérations de maintenance régulière des installations suivantes : installations électriques, installations de désenfumage mécanique, dispositifs de signalisation, moyens de lutte contre l'incendie (RIA et colonnes sèches), dispositifs d'obturation coupe-feu ainsi que dispositifs de surveillance de la qualité de l'air. A ces occasions, il est réalisé des essais de fonctionnement au moins une fois tous les deux ans. (Art. R 143-34 du code de la construction et de l'habitation; Art. PS 32)</p>
7.	<p>Installer une porte coupe-feu de degré ½ heure munie de ferme-porte au local réserve SPAR situé à l'entrée du parking. (Art. PS 4)</p>
8.	<p>Justifier du degré coupe-feu 1 heure des parois des différents locaux de stockage du parc de stationnement. (Art. PS 4)</p>
9.	<p>Rétablir le degré d'isolement des parois, en obstruant les ouvertures existantes à l'aide de matériaux coupe-feu de degré 1 heure, afin de restituer le degré coupe-feu des cloisons du local poubelle situé en face de l'entrée Calisto. (Art. PS 9 § 2).</p>
10.	<p>Placer les containers poubelles dans un local isolé par des parois au moins coupe-feu de degré 1 heure. Le dispositif de communication entre ce local et les zones du parc réservées au stationnement est coupe-feu de degré 1 heure, la porte s'ouvre vers le parc, et est munie de ferme-porte. (Art. PS 9 § 2).</p>
11.	<p>Afficher des consignes de sécurité, sur support inaltérable, indiquant à l'entrée du parc, les consignes générales sur la conduite à tenir en cas d'incendie, le plan d'ensemble, les modalités d'appel des services de secours et de lutte contre l'incendie. (Art. PS 30)</p>

Nota 1	Pour tout projet ou évolution de ce site, il conviendra de proposer des solutions améliorant le niveau de sécurité, en s'inspirant des recommandations du « guide pratique relatif à la sécurité incendie dans les parcs de stationnement couverts ouverts au public » version 2 (janvier 2018).
Nota 2	<p>L'installation de bornes de recharges de véhicules électriques dans ce parc de stationnement couvert étant de nature à augmenter le risque d'incendie, une concertation préalable avec le service départemental d'incendie et de secours devra être sollicitée avant tout dépôt de dossier.</p> <p>Parmi les mesures de sécurité envisagées pour protéger les parcs dotés d'installations de recharges de véhicules électriques (IRVE), les dispositifs d'extinction automatique à eau (quelles que soient leurs technologies) apparaissent comme les meilleures solutions pour contenir un incendie de véhicules.</p>

IX. RAPPEL :

Il est rappelé que les travaux qui ne sont pas soumis au permis de construire ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire, donnée après avis de la commission de sécurité compétente, et qu'il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification des établissements. (Articles R. 122-7 à R. 122-8 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le rédacteur du rapport

Ltn J. CHOCHOY

X. DECISION DE LA COMMISSION :

La commission, après avoir pris connaissance du rapport de visite qui lui a été présenté, émet un **avis défavorable** à la poursuite de l'activité de l'établissement sur la commune de PLAGNE-TARENTEISE (LA).

Cet avis est motivé par :

- L'absence de surveillance du parc de stationnement pour la période allant du mois de mai au mois de décembre.
- La remise en cause de la solidité à froid du parc de stationnement.
- L'absence de vérification du désenfumage mécanique.

Il appartient au maire de la commune de transmettre ce procès-verbal au propriétaire ou à l'exploitant.

Il appartient à l'exploitant ou au propriétaire de satisfaire au plus tôt aux prescriptions du présent rapport.

Conformément à l'article PS 33 de l'arrêté du 09 mai 2006 modifié, cet établissement doit être visité périodiquement tous les **5 ans** par la commission de sécurité.

Il appartiendra au maire de demander la visite auprès du secrétariat de la commission, au terme de ce délai.

Le sous-préfet
Pour le sous-préfet
La secrétaire générale
Christelle PLA